



## **Conseil de sécurité**

PROVISOIRE

S/PV.2814  
10 mai 1988

FRANCAIS

---

### **COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 2814<sup>e</sup> SEANCE**

Tenue au Siège, à New York,  
le mardi 10 mai 1988, à 10 h 30

Président : M. DJOUDI

(Algérie)

Membres : Allemagne, République  
fédérale d'

Argentine

Brésil

Chine

Etats-Unis d'Amérique

France

Italie

Japon

Népal

Royaume-Uni de Grande-Bretagne

et d'Irlande du Nord

Sénégal

Union des Républiques socialistes

soviétiques

Yougoslavie

Zambie

Le Comte YORK von WARTENBURG

M. DELPECH

M. ALENCAR

M. YU Mengjia

M. WALTERS

M. BLANC

M. BUCCI

M. KAGAMI

M. RANA

M. BIRCH

M. BA

M. SMIRNOV

M. PEJIC

M. MPULA

---

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels du Conseil de sécurité.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 10 h 55.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

LETTRE DATEE DU 5 MAI, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU LIBAN AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (S/19861)

Le PRESIDENT : Conformément aux décisions prises sur cette question au cours des séances précédentes, j'invite le représentant du Liban à prendre place à la table du Conseil; j'invite les représentants de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, d'Israël, de la Jamahiriya arabe libyenne, de la Jordanie, du Koweït, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la Somalie et de la Tunisie à occuper les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Fakhoury (Liban) prend place à la table du Conseil; M. Shihabi (Arabie saoudite), M. Al-Shakar (Bahreïn), M. Bein (Israël), M. Muntasser (Jamahiriya arabe libyenne), M. Salah (Jordanie), M. Abulhasan (Koweït), M. Al-Kawari (Qatar), M. Al-Masri (République arabe syrienne), M. Osman (Somalie) et M. Ghezal (Tunisie) occupent les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Le PRESIDENT : Le Conseil va maintenant reprendre l'examen du point inscrit à son ordre du jour.

(L'orateur poursuit en arabe)

Le premier orateur est le représentant de la Somalie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. OSMAN (Somalie) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, en ma qualité de président du Groupe arabe pour le mois de mai et au nom du Groupe arabe qu'il me soit tout d'abord permis d'exprimer à vous-même et aux membres du Conseil les remerciements des pays membres du Groupe arabe pour leur avoir permis de participer aux délibérations du Conseil sur les actes d'agression et les pratiques arbitraires continus des forces israéliennes d'occupation au Liban.

Je suis heureux également de vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil pour ce mois. Nous sommes certains que grâce à votre vaste expérience diplomatique, à vos profondes connaissances et au prestige dont vous jouissez, il

M. Osman (Somalie)

vous sera possible d'accomplir votre tâche d'une manière qui permettra au Conseil de prendre les mesures et décisions nécessaires pour assurer la sécurité et l'unité intégrale de la République du Liban.

Je voudrais également rendre hommage à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Zuze, Représentant permanent de la Zambie, qui a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier avec une grande compétence et une façon exemplaire.

C'est la cinquième réunion que le Conseil de sécurité tient depuis le début de l'année 1988 pour examiner les actes d'agression et les pratiques arbitraires des forces israéliennes d'occupation dans les territoires arabes et palestiniens occupés. C'est la cinquième réunion depuis le début de 1988 consacrée à l'examen de la violation continue perpétrée par Israël contre l'intégrité territoriale du Liban. En effet, Israël continue d'imposer son hégémonie soit directement, soit par ses agents dans la région qu'il a créée au Sud-Liban et qu'il appelle zone de sécurité, en violation des frontières internationales du Liban et au mépris des nombreuses résolutions du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 425 (1978), 426 (1978), 508 (1982), 509 (1982), qui exigent qu'Israël retire ses forces de tous les territoires libanais.

M. Osman (Somalie)

C'est la deuxième fois cette année que le Conseil est saisi de la question de l'invasion par Israël de la partie méridionale de la République du Liban, pays indépendant et souverain. Près de six ans se sont écoulés depuis l'invasion du Liban par Israël, qui a conduit à l'occupation d'une partie du Sud-Liban. La communauté internationale et le Conseil de sécurité ont constamment dénoncé cette occupation et le Conseil a adopté des résolutions demandant le retrait complet d'Israël en deçà des frontières internationales du Liban mais Israël n'a cessé de chercher à renforcer son occupation du territoire libanais et son action ne laisse aucun doute quant à sa politique expansionniste à l'intérieur du territoire libanais. Non content de cela, et après avoir illégalement créé la "zone de sécurité", Israël a transformé le Liban en théâtre de guerre pour y mener ses opérations militaires en vue de justifier son occupation continue du Sud-Liban en invoquant des prétextes de sécurité. Ce sont là des prétextes qu'invoque souvent Israël pour justifier ses politiques expansionnistes et ses pratiques répressives afin de réaliser ses plans et ses objectifs.

Nous avons suivi de près les événements relatifs à l'agression israélienne contre le Liban et nous avons écouté avec attention la déclaration du représentant de ce pays. Nous estimons que les pratiques mises en oeuvre par Israël à l'intérieur des frontières internationalement reconnues du Liban violent le droit international et les dispositions de l'accord d'armistice conclu entre le Liban et Israël en 1949 ainsi que les résolutions du Conseil de sécurité qui exigent le retrait total d'Israël du Liban.

Le Groupe arabe est d'avis que le Conseil de sécurité doit prendre une décision en vue d'éliminer toutes les conséquences des pratiques et des politiques expansionnistes d'Israël et en vue de mettre fin à ces pratiques, notamment à la lumière de la politique du fait accompli adoptée constamment par Israël dans la région arabe. Les victimes des agressions israéliennes sont des civils innocents, dont la plupart sont des Libanais, femmes et enfants, et des Palestiniens qui ont trouvé refuge au Liban. Tout cela prouve clairement que l'objectif d'Israël, de ses pratiques et de ses politiques n'est pas tant d'attaquer les bases de résistance libanaises ou palestiniennes que de vider les territoires et de les confisquer. Par conséquent, le Groupe arabe estime que l'agression d'Israël et son invasion du sud du Liban ainsi que les actes d'agression commis contre la souveraineté et la sécurité de ce pays s'inscrivent dans le cadre de la politique

M. Osman (Somalie)

globale que mène Israël dans la région arabe en général en vue de réaliser ses objectifs stratégiques et ses visées historiques sur le Sud-Liban et sur ses ressources hydrauliques.

Le Groupe arabe estime que le Conseil de sécurité doit appliquer ses résolutions pertinentes et rechercher les moyens pratiques de nature à forcer Israël à respecter ces résolutions, à retirer ses troupes de tous les territoires libanais jusqu'aux frontières internationales et à mettre fin à son ingérence dans les affaires libanaises. En effet, la paix et la sécurité au Sud-Liban et à l'intérieur du pays exigent qu'Israël abandonne sa politique d'occupation et ses pratiques d'agression et mette fin à son refus obstiné d'appliquer les résolutions des Nations Unies. Les nombreux rapports présentés à maintes reprises par le Secrétaire général des Nations Unies au Conseil prouvent clairement que la situation grave qui persiste au Sud-Liban et son caractère explosif sont le fait de l'attitude d'Israël, qui refuse d'appliquer les résolutions du Conseil de sécurité qui lui demandent de se retirer de façon inconditionnelle de l'ensemble du territoire libanais, de permettre aux forces internationales de se déployer jusqu'aux frontières internationalement reconnues et de permettre au Gouvernement libanais d'étendre sa souveraineté et son autorité sur l'ensemble du territoire.

Le Groupe arabe est convaincu que le Conseil de sécurité doit déployer tous ses efforts afin d'aider le Liban à sortir de cette épreuve. Il doit également assumer pleinement et énergiquement ses responsabilités pour sauvegarder la paix et la sécurité au Moyen-Orient. Par conséquent, le Groupe arabe demande au Conseil d'adopter à l'unanimité le projet de résolution présenté par le groupe des pays non alignés et d'assumer ainsi ses responsabilités aux termes de la Charte.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Je remercie le représentant de la Somalie pour les paroles aimables qu'il m'a adressées. Je l'invite à reprendre le siège qui lui est réservé aux côtés de la salle du Conseil.

L'orateur suivant est le représentant du Koweït. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. ABULHASAN (Koweït) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, c'est avec un grand plaisir que ma délégation participe aujourd'hui aux délibérations du Conseil de sécurité, alors que vous en assumez la présidence.

M. Abulhasan (Koweït)

Nous voyons en vous un frère et un ami dont nous connaissons le tact, et la longue expérience diplomatique. Vous représentez le pays frère de l'Algérie, pays arabe qui partage un destin commun avec le Koweït. Nous sommes sûrs que sous votre présidence, les travaux du Conseil seront couronnés de succès.

M. Abulhasan (Koweït)

J'aimerais également rendre hommage à l'Ambassadeur Zuze, Représentant permanent de la Zambie, pour la compétence exemplaire avec laquelle il a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.

A peine le Conseil de sécurité a-t-il achevé l'examen d'une exaction perpétrée par l'entité sioniste dans la région du Moyen-Orient que son attention est attirée par un nouveau crime venant s'ajouter à la longue liste de ceux qu'elle a déjà commis. Cela va de l'assassinat aux pratiques inhumaines prises à l'encontre du peuple palestinien dont elle a spolié la terre et les droits légitimes ou à l'encontre des autres pays de la région. Invoquant nombre de prétextes et d'alibis et s'inspirant d'une philosophie expansionniste, elle pratique la politique de la grande allonge grâce aux armes qui lui sont généreusement fournies.

Les interminables pratiques d'agression et cette obsession qu'a le sionisme de vouloir perpétuer l'occupation, imposer son hégémonie et sa domination, mais aussi tuer dans l'oeuf toute tentative de rétablir la paix et d'arriver aux justes solutions que réclame depuis de nombreuses années la communauté internationale, font que le Conseil de sécurité doit se réunir encore et encore, comme s'il n'avait que cela à faire.

Comme l'a souligné le représentant du Liban dans son allocution devant le Conseil vendredi dernier, l'entité sioniste a déclenché une nouvelle attaque criminelle contre le peuple du Liban. Cette dernière n'a pas hésité à déclarer avec arrogance à la face du monde entier qu'elle avait le droit de perpétrer ses actes barbares sur le sol national d'un pays indépendant jouissant d'une souveraineté et de tous les droits garantis par la Charte des Nations Unies aussi bien que par les règlements et coutumes du droit international.

Israël a déclenché cette nouvelle attaque sous prétexte d'assurer la sécurité de la partie nord de son pays. Cette excuse ne leurre plus personne. De quelle sécurité s'agit-il, qui lui donnerait le droit de violer la sécurité des autres? De quelle sécurité s'agit-il, lorsqu'Israël bombarde des villages entiers, faisant des victimes innocentes et causant d'énormes dégâts. Ce prétexte de sécurité vise en fait à dissimuler l'intention véritable de cette attaque : perpétuer l'occupation de cette partie du territoire libanais en dépit des nombreuses résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et en dépit de la volonté clairement exprimée de la communauté internationale, et tuer dans l'oeuf toute lutte nationale.

M. Abulhasan (Koweït)

Ainsi l'entité sioniste s'efforce-t-elle de détourner l'attention du monde qui, depuis cinq mois, est concentrée sur le peuple palestinien et sa vaillante résistance, ébranlée qu'elle était, de l'appui écrasant manifesté par la communauté internationale pour les droits légitimes des Palestiniens et pour la lutte sacrée des Palestiniens.

Israël se fait des illusions s'il pense que l'escalade de la politique d'agression, la dévastation du territoire libanais, les attaques contre les Etats arabes ou l'assassinat des symboles de la lutte nationale palestinienne l'aideront à mettre un terme au soulèvement sacré de cette génération de Palestiniens qui a terrifié les envahisseurs et contrecarré tous leurs plans.

Avec chaque maillon ajouté à la chaîne de ses crimes sionistes, Israël montre à l'évidence qu'il persiste à ne pas vouloir tirer les leçons de sa propre expérience et de l'expérience des autres pays tout au long de la longue histoire de l'humanité. De telles pratiques ne viendront jamais à bout d'une lutte nationale quelle qu'elle soit. Au contraire, elles sont le meilleur moyen de renforcer la résistance; elles sont une raison de plus de lutter pour arriver à ses objectifs : le retrait des forces israéliennes de tous les territoires arabes occupés, la restauration des droits naturels des Palestiniens et la création, par les Palestiniens, d'un Etat indépendant sur leur sol national.

Comme l'a dit récemment S. A. R. le prince du Koweït lors de l'inauguration de la Conférence des ministres de la justice arabes réunis au Koweït, les pierres ont montré que les Palestiniens étaient plus forts que l'oppression. Ils résisteront à la dispersion, car ils incarnent la pureté d'Al Qods, la solidité du Rocher et le phare des prophètes.

Le Koweït condamne cette nouvelle attaque contre la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban et il se déclare solidaire du peuple libanais dans son malheur. Pour nous, l'agression israélienne constitue un défi aux résolutions du Conseil exigeant le retrait des forces israéliennes du Sud-Liban, notamment les résolutions 425 (1978) et 426 (1978) 508 (1982) et 509 (1982). La crédibilité et le prestige du Conseil de sécurité dépendant du respect de ses résolutions, le Koweït exhorte à la défense de cette crédibilité et de ce prestige par le biais d'une condamnation de l'attaque israélienne. Nous demandons au Conseil de faire pression sur Israël pour qu'il se retire du Sud-Liban afin que les peuples de la région puissent jouer leur rôle en y faisant régner la paix et la sécurité.



Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Je remercie le représentant du Koweït pour les paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. TERZI (Organisation de libération de la Palestine) (interprétation de l'arabe) : Permettez-moi d'emblée d'exprimer mes remerciements à tous les membres du Conseil qui ont appuyé la participation de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) au présent débat. Je tiens également à exprimer mes remerciements aux autres membres.

C'est un plaisir et un honneur pour moi de voir un frère algérien, arabe, un fils illustre de l'Afrique libre et un collègue actif dans le Mouvement des pays non alignés, présider le Conseil de sécurité pendant ce mois. Le peuple, le Front de libération et le Gouvernement de l'Algérie ont toujours largement appuyé la cause du peuple palestinien dans sa lutte, sous la direction de son seul représentant légitime, l'OLP, pour la réalisation de ses droits inaliénables nationaux en Palestine et contre l'occupation israélienne et les actes de violence et de terreur perpétrés par Israël contre nous.

Monsieur le Président, nous sommes convaincus que votre expérience et l'intérêt particulier que vous portez au succès des travaux du Conseil nous permettront, sans aucun doute, d'aboutir aux résultats escomptés au cours de ce mois.

Je ne saurais manquer d'exprimer mes remerciements et ma reconnaissance à votre prédécesseur, le Représentant permanent de la Zambie, l'Ambassadeur Zuze, pour ses efforts et pour la façon remarquable dont il a dirigé les travaux du Conseil au cours du mois écoulé.

Il est évident que les dirigeants de Tel-Aviv sont décidés à poursuivre une politique de terreur et de torture contre notre peuple dans les territoires palestiniens occupés. Les moyens d'information nous parlent quotidiennement d'assassinats, de tortures, de démolitions et d'expulsions; ils ont même décidé d'expulser un Américain d'origine palestinienne qui milite en faveur de la non-violence. Les dirigeants de Tel-Aviv ne se sont pas contentés d'assassiner l'un des dirigeants de la révolution palestinienne, le martyr Khalil El Wazir, Abou Jihad - acte qui a été condamné par le Conseil - ils ne se sont pas contentés de violer la souveraineté d'un pays ami et hospitalier, la Tunisie, mais ont, à plusieurs reprises, commis des actes d'agression contre ce pays. Il est évident que l'agression et l'expansion sont inhérentes à la nature des dirigeants de Tel-Aviv. Il n'y a plus de limite à leur cupidité ou à leurs provocations destinées à faire échouer toute initiative et tout effort en vue de parvenir à une solution juste et équitable du problème palestinien et du conflit israélo-arabe.

M. Terzi (OLP)

leur pays et à leur peuple en luttant contre l'agression israélienne. L'action de 2 000 soldats israéliens appuyés par un pilonnage de 1 000 obus tirés au rythme de 20 à la minute, a été qualifiée par le général Rabin, Ministre de la défense représentant le Parti travailliste israélien censé promouvoir la paix, d'"opération de routine faisant partie de la politique de routine de mesures de sécurité au Sud-Liban ... le but de l'affaire étant clairement de faire comprendre à la population locale qu'elle ne devait pas coopérer avec les milieux qui aident les terroristes à lutter contre nous, c'est-à-dire contre Israël, et ce quels que soient ces milieux".

M. Rabin a poursuivi en disant :

"Le maintien de la zone de sécurité ne suffit pas, et doit s'accompagner d'actions préventives contre les cibles terroristes, que ce soit au coeur du Liban ou dans cette zone et ses environs immédiats."

Malgré le fait reconnu que les soi-disant terroristes avaient quitté la région avant l'arrivée des forces armées israéliennes, - ils devaient avoir disparu ou peut-être n'y en avait-il jamais eu, mais alors il faut en blâmer la NBC - 1 000 obus ont été tirés et 50 personnes ont été tuées. Le Jerusalem Post a vu dans cette opération "une manifestation de force plutôt qu'une mission militaire dirigée contre des cibles spécifiques". Une manifestation de force, effectivement, mais brutale et sauvage et un acte de terrorisme d'Etat dont Israël avait besoin pour prouver la force de son armée. Un affrontement sanglant devait être provoqué. Les juntes israéliennes ont toujours su provoquer de telles situations, ou attiser les flammes. Après tout, la décision de Sharon de vivre dans une maison palestinienne dans la vieille ville de Jérusalem n'est qu'un exemple de ce genre de provocation.

M. Terzi (OLP)

leur pays et à leur peuple en luttant contre l'agression israélienne. L'action de 2 000 soldats israéliens appuyés par un pilonnage de 1 000 obus tirés au rythme de 20 à la minute, a été qualifiée par le général Rabin, Ministre de la défense représentant le Parti travailliste israélien censé promouvoir la paix, d'"opération de routine faisant partie de la politique de routine de mesures de sécurité au Sud-Liban ... le but de l'affaire étant clairement de faire comprendre à la population locale qu'elle ne devait pas coopérer avec les milieux qui aident les terroristes à lutter contre nous, c'est-à-dire contre Israël, et ce quels que soient ces milieux".

M. Rabin a poursuivi en disant :

"Le maintien de la zone de sécurité ne suffit pas, et doit s'accompagner d'actions préventives contre les cibles terroristes, que ce soit au coeur du Liban ou dans cette zone et ses environs immédiats."

Malgré le fait reconnu que les soi-disant terroristes avaient quitté la région avant l'arrivée des forces armées israéliennes, - ils devaient avoir disparu ou peut-être n'y en avait-il jamais eu, mais alors il faut en blâmer la NBC - 1 000 obus ont été tirés et 50 personnes ont été tuées. Le Jerusalem Post a vu dans cette opération "une manifestation de force plutôt qu'une mission militaire dirigée contre des cibles spécifiques". Une manifestation de force, effectivement, mais brutale et sauvage et un acte de terrorisme d'Etat dont Israël avait besoin pour prouver la force de son armée. Un affrontement sanglant devait être provoqué. Les juntes israéliennes ont toujours su provoquer de telles situations, ou attiser les flammes. Après tout, la décision de Sharon de vivre dans une maison palestinienne dans la vieille ville de Jérusalem n'est qu'un exemple de ce genre de provocation.

M. Terzi (OLP)

Serait-ce la réponse à l'échec et au sentiment de frustration ressenti par l'armée israélienne dans son affrontement avec les lanceurs de pierres palestiniens dans les territoires palestiniens occupés, ou serait-ce un message à ces héros - les David de 1987-1988 -, un message d'intimidation et de brutalité future? Ou bien est-ce le signe que l'armée israélienne peut assurer la protection et la sécurité et, ce faisant, encourager les Juifs américains, "en ces temps difficiles", à visiter Israël, qui a besoin de la "présence tout autant que de l'argent" des Juifs américains? C'est ce qui a été annoncé au début du mois par le Président du Conseil d'administration de l'Agence juive, le Sud-Africain Mendel Kaplan.

Jusqu'où vont les visées d'Israël sur le Liban? Laissons parler l'histoire, parce qu'elle est importante et pertinente. En 1919, l'Organisation sioniste mondiale a présenté son plan de prétendu foyer juif. Selon les sionistes, la frontière septentrionale de la patrie juive part

"d'un point donné en mer Méditerranée, aux environs de Sidon, et suit la ligne de partage des eaux au pied des montagnes du Liban jusqu'à Jisr El Kara'on, et de là jusqu'à El Bire...".

On se rappellera que dans la déclaration qu'il a faite l'autre jour, le représentant du Liban a informé le Conseil du bombardement intensif du barrage du lac Karoun. Israël n'a pas simplement pour objectif d'étendre la "zone de sécurité"; ce qu'il vise, c'est annexer cette zone.

Israël a envahi le Liban en 1978, et le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité un certain nombre de résolutions exigeant le retrait immédiat, total et inconditionnel d'Israël du Liban. Israël fait évidemment fi de ces exigences. Le Gouvernement des Etats-Unis est décidé à protéger l'agresseur et encourage Israël à maintenir sa domination sur la région et sa population. Israël prétend qu'en agissant en tant qu'agent de maintien de l'ordre et en maintenant ses troupes - y compris tous les mercenaires qu'il peut recruter et installer - il pourra se défendre. Mais bien avant que les Palestiniens n'aient cherché refuge au Liban, les visées d'Israël avaient été dénoncées. On se souviendra que le but de Ben Gourion était d'établir un Etat chrétien, du moins au Sud-Liban. On peut lire dans son journal :

"L'administration musulmane au Liban est artificielle et peut être facilement sapée. Un Etat chrétien doit être constitué, dont la frontière méridionale serait formée par le fleuve Litani. Nous concluons alors une alliance avec lui."

M. Terzi (OLP)

Et ici, j'irai jusqu'à poser la question suivante : si le fleuve Litani doit constituer la frontière méridionale du Liban, à quel Etat le territoire libanais, situé au sud du Litani, appartiendra-t-il? On comprend alors la signification de l'"incursion", de l'"invasion" et de l'"occupation" du Sud-Liban depuis 1978.

L'idée de Ben Gourion s'étant apparemment avérée irréalisable, il devait noter :

"Ce qui nous reste à faire, c'est trouver un officier libanais chrétien, du rang de capitaine ou de commandant tout au plus, le gagner à notre cause ou le soudoyer, de sorte qu'il se proclamerait lui-même le sauveur de la population maronite; l'armée israélienne entrerait alors au Liban, occuperait le territoire en question et établirait un gouvernement chrétien qui conclurait une alliance avec Israël."

Le rêve, c'était d'annexer le Sud-Liban, mais les rêveurs d'Israël, comme tous les rêveurs, prennent conscience un jour ou l'autre de la réalité lorsqu'ils se trouvent confrontés à des forces patriotiques et nationalistes bien décidées et armées de tout ce qu'elles peuvent se procurer. Les pierres sacrées de Palestine font voler en éclats les rêves sionistes. L'attitude ferme et résolue du peuple libanais, de tout le peuple libanais, indépendamment des groupements confessionnels et autres auxquels il appartient, a brisé ces rêves. Israël n'a qu'un seul moyen sûr de s'en sortir : se retirer de tous les territoires palestiniens, libanais et syriens occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et s'empresser de négocier, sous les auspices des Nations Unies. Et pourquoi pas de ce conseil? Le Conseil est chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales mais, avant de s'acquitter de cette responsabilité, le Conseil doit instaurer la paix, qu'il doit ensuite maintenir. A ce stade, nous demandons à nouveau aux membres du Conseil de ne pas hésiter à approuver et appuyer les efforts déployés par le Secrétaire général en vue de la convocation de la Conférence internationale de paix, comme l'a demandé l'Assemblée générale. Nous nous adressons à l'un des membres permanents auxquels cet appel s'adresse en particulier, et le prions de répondre à cet appel et de ne pas y faire obstacle.

L'Organisation de libération de la Palestine tient à faire état de ce qu'une "mise en garde" a été publiée à Washington, D.C. Elle proviendrait de source gouvernementale et est rédigée en ces termes :

M. Terzi (OLP)

"Possibilité de menaces de l'OLP contre des objectifs américains. Vous êtes peut-être au courant des accusations prononcées dans plusieurs milieux moyen-orientaux, notamment palestiniens, selon lesquelles les Etats-Unis étaient au courant du plan d'assassinat d'Abou Jihad et l'avaient approuvé. Le 18 avril, le porte-parole du Département d'Etat a déclaré que les Etats-Unis condamnaient cet acte d'assassinat politique, n'en avaient nullement connaissance et n'avaient participé en rien à cet assassinat. Nous avons appris qu'il se pouvait que le dirigeant de l'OLP, Arafat, ait personnellement approuvé une série d'attaques terroristes contre des citoyens et des installations des Etats-Unis à l'étranger, probablement à titre de représailles pour l'assassinat, le mois dernier, d'Abou Jihad. Toute attaque contre du personnel ou des installations des Etats-Unis en représailles pour l'assassinat d'Abou Jihad serait absolument répréhensible et injustifiée. Nous tiendrions l'OLP pour responsable si une attaque de ce genre venait à se produire."

En réponse, l'Organisation de libération de la Palestine a publié ce matin une déclaration et aimerait qu'elle soit claire pour le Conseil. Cette déclaration se lit ainsi :

(L'orateur poursuit en arabe)

"De l'avis de l'Organisation de libération de la Palestine, la position du Gouvernement des Etats-Unis constitue une indication inquiétante et une nouvelle preuve des intentions des Etats-Unis de commettre des actes d'agression contre l'Organisation de libération de la Palestine et ses dirigeants. L'OLP y voit également la persistance de l'attitude hostile des Etats-Unis à l'égard du peuple palestinien et de son seul et légitime représentant, l'OLP. Cette position qui continue de dissimuler ses crimes et son hostilité constante à l'égard de notre peuple en usant de prétextes fallacieux taxe de terrorisme la lutte de libération du peuple palestinien et accuse ses dirigeants de préparer des actes de terrorisme. L'Organisation de libération de la Palestine n'ignore rien des objectifs politiques et opérationnels des allégations américaines. A son avis, ces événements s'inscrivent dans la tendance des Etats-Unis à prendre une part toujours plus grande dans les actes de terrorisme incessants commis contre notre peuple et nos dirigeants. Ce qui amène l'OLP à prendre davantage conscience des dangers

M. Terzi (OLP)

inhérents à cette tendance américaine et de l'hostilité du Gouvernement américain à l'égard du peuple palestinien et de ses dirigeants.

L'OLP, tout en rappelant à l'opinion publique américaine son rôle de garant de la sécurité des citoyens des Etats-Unis en diverses occasions et en divers endroits en dépit de l'attitude hostile adoptée constamment par le Gouvernement américain à l'encontre du peuple de Palestine, ses dirigeants et sa juste cause, est profondément consciente du nouveau plan qui se trame et réaffirme qu'elle est capable d'y faire face, de le dénoncer et de le déjouer, de façon à garantir la sécurité du mouvement et de ses dirigeants et à soutenir sa réputation de fidélité aux moyens de lutte internationalement acceptés. Le Gouvernement des Etats-Unis ne saurait tromper personne et l'appui sans réserve qu'il accorde aux terroristes qui dirigent Israël n'y changera rien, parce que les faits sont plus qu'évidents."



Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Je remercie le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de mon pays et à mon égard.

L'orateur suivant est le représentant du Bahreïn. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. AL-SHAKAR (Bahreïn) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, je suis particulièrement heureux et fier de vous voir, vous qui êtes un frère cher et qui représentez un pays arabe frère, l'Algérie, uni à mon pays par des liens étroits et solides fondés sur l'arabisme, l'histoire et un destin commun, présider les travaux et les délibérations du Conseil de sécurité pendant le mois de mai. Il s'agit là d'une responsabilité importante, et nous sommes certains que, grâce à votre expérience, à votre talent de diplomate et à vos qualités personnelles, vous saurez diriger les travaux du Conseil avec compétence et efficacité.

Je voudrais également exprimer notre gratitude à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Zube, Représentant permanent de la Zambie, pour la manière exemplaire et compétente dont il a dirigé les travaux du Conseil pendant le mois d'avril.

Il n'y a pas très longtemps, le Conseil de sécurité s'est réuni en raison de l'agression flagrante perpétrée par Israël contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Tunisie et de l'assassinat par Israël de Khalil El Wasir, Abou Jihad. Aujourd'hui, le Conseil se réunit une fois de plus en raison de l'invasion, par Israël, du sud du Liban et de son invasion de la partie méridionale du sud du Liban effectuée la semaine dernière.

Les faits qui dénoncent cet acte terroriste perpétré par Israël contre le Liban frère sont manifestes, et nul ne peut tenter, cette fois, de blanchir Israël de cet acte d'agression criminelle sous prétexte qu'il n'y a pas de preuve qui accuse Israël de cette agression contre la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban et contre la sécurité de son territoire et de son peuple, comme on l'a prétexté lors de l'agression contre la Tunisie.

Les forces israéliennes, appuyées par des avions de combat, des chars d'assaut et des pièces d'artillerie, ont envahi la partie méridionale du Liban et la vallée de la Bekaa et ont semé la destruction dans les villes de Maïdoun et de Aïn-el-Tiniéh et dans les régions voisines. Cet acte terroriste sioniste a fait au moins 40 morts.

M. Al-Shakar (Bahreïn)

Cette incursion israélienne au Liban constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et des principes et normes du droit international ainsi qu'une manifestation de mépris à l'égard de toutes les valeurs et de tous les principes de l'Organisation des Nations Unies. En effet, aux termes du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte, il faut s'abstenir

"de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, ..."

Israël n'a jamais respecté les dispositions de cet article en ce qui concerne le Liban ou les autres pays arabes.

L'invasion israélienne du Liban témoigne de la haine qu'éprouvent les dirigeants israéliens à l'égard des peuples libanais et palestinien. C'est pourquoi l'on peut dire sans exagération que l'invasion du Liban par Israël est un acte qui ne peut être séparé de ce qui se passe dans les territoires palestiniens occupés, à savoir la résistance du peuple palestinien à l'occupation israélienne brutale. Cette invasion a eu lieu alors que le soulèvement héroïque palestinien dans les territoires occupés, qui a commencé en décembre dernier, se poursuit. La persistance de ce soulèvement héroïque, qui est entré dans son sixième mois, constitue un danger qui menace Israël, préoccupe ses dirigeants et compromet la réalisation de ses objectifs qui tendent à la confiscation et à l'absorption d'autres territoires.

Le prétexte de sauvegarde de sa sécurité invoqué par Israël afin de justifier son invasion du Liban est un argument fallacieux et inacceptable. En effet, Israël a souvent usé du même prétexte pour justifier ses agressions répétées contre le Liban et contre la Tunisie et son attaque contre le réacteur nucléaire iraquien consacré à des fins pacifiques. Par ses incursions répétées contre les Etats arabes, Israël cherche à déstabiliser ces Etats et à semer la terreur dans la région afin de devenir la force qui domine la région et fasse peur aux Etats arabes et afin d'imposer sa paix à la région.

Il est certain que l'invasion israélienne du Liban n'a pas eu lieu de façon spontanée. Israël a délibérément décidé d'envahir le Liban afin de détourner l'attention de la communauté internationale de l'étendue et des conséquences du soulèvement héroïque de la population palestinienne dans les territoires occupés, population qui mène son combat avec des pierres pour défendre ses droits nationaux et résister à l'occupation, à l'injustice, à l'agression et aux pratiques sionistes qu'elle subit depuis plus de 20 ans.

M. Al-Shakar (Bahreïn)

Israël se trompe s'il croit qu'en envahissant le Liban il mettra fin à la lutte du peuple palestinien et à son soulèvement héroïque. Ce soulèvement s'intensifie en dépit des pratiques et des crimes israéliens terroristes - assassinats, arrestations, déportations, os brisés et maisons détruites - perpétrés quotidiennement par Israël dans les territoires palestiniens occupés et au Liban. Ces politiques criminelles ne feront que renforcer la détermination du peuple palestinien de suivre la voie qu'il s'est tracé lui-même afin de poursuivre sa résistance légitime en vue de réaliser ses droits inaliénables.

Les actes d'agression israéliens perpétrés contre le Liban ne sont pas nouveaux. Le Conseil de sécurité en a été saisi à plusieurs reprises et a adopté à leur sujet plusieurs résolutions, qui n'ont d'ailleurs pas été respectées par Israël. En effet, celui-ci les a foulées aux pieds, croyant que la paix et la sécurité au Liban peuvent être une carte qu'il peut jouer pour faire céder le Liban au chantage sioniste. Cette vision sioniste ne se réalisera jamais, quelles que soient les politiques d'agression continues d'Israël. Il ne pourra jamais décider de l'avenir du Liban, mais ses politiques d'expansion et de terrorisme, qui ont pour fin de déchirer le Liban, son sol et son peuple, n'ébranleront pas la foi du Liban dans son caractère arabe et dans son engagement national. Quant à la paix et à la sécurité à l'intérieur des frontières du Sud-Liban, elles ne peuvent être obtenues par l'invasion et l'agression, ni par l'occupation d'une partie du sol libanais par Israël; elles ne seront réalisées que par le respect et l'application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 425 (1978), 426 (1978), 508 (1982) et 509 (1982). Celles-ci demandent le retrait total, immédiat et inconditionnel d'Israël de tous le territoire libanais et le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale comme de l'espace aérien et des eaux territoriales du Liban; elles exigent également l'arrêt immédiat des actes d'agression ou d'invasion contre le territoire libanais. Elles demandent en outre que l'on permette à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) d'accomplir le mandat qui lui a été confié au titre des résolutions 425 (1978) et 426 (1978). Bahreïn, qui s'est tenu aux côtés du Liban, pays frère, pour la sauvegarde de sa souveraineté, de sa sécurité et de son intégrité territoriale violées par l'ennemi sioniste, par son recours à l'invasion, l'occupation et les déportations de citoyens, a de nouveau condamné l'incursion israélienne du Liban

M. Al-Shakar (Bahreïn)

frère et dénoncé cette agression criminelle contre la souveraineté, l'intégrité territoriale du Liban et contre son peuple, en violation flagrante de toutes les valeurs et de toutes les normes internationales.

Par conséquent, Bahreïn en appelle au Conseil de sécurité pour qu'il restaure sa crédibilité au Liban et au Moyen-Orient en adoptant une attitude courageuse et sincère et en condamnant la politique terroriste, expansionniste et répressive d'Israël et que, répondant aux attentes du Liban, il l'aide à recouvrer sa sécurité et sa stabilité. Cela ne sera possible, naturellement, que s'il adopte une résolution de dissuasion qui fasse comprendre à Israël qu'il ne peut tirer profit de son agression et de son invasion du Liban.

Le Conseil est appelé aujourd'hui à restaurer sa crédibilité afin de mettre fin au comportement débridé d'Israël au Liban et à son mépris à l'égard de la souveraineté du Liban, pays frère qui occupe une place privilégiée et qui est un Membre fondateur de cette organisation. Si le Conseil ne dissuade pas Israël il l'encouragera à poursuivre ses actes d'agression contre le Liban et à mettre en oeuvre tous ses plans d'expansion. En effet, la responsabilité qui incombe au Conseil quant à la sécurité et l'intégrité territoriale du Liban est d'une grande importance. Le Conseil et ses membres doivent s'en acquitter. Si le Conseil veut vraiment dissuader Israël de lancer d'autres agressions et d'autres invasions au Liban, il doit adopter des mesures énergiques pour empêcher Israël de se lancer dans une autre aventure.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Je remercie le représentant du Bahreïn pour les paroles qu'il a eues pour mon pays et pour ma personne.

L'orateur suivant est M. Clovis Maksoud, Observateur permanent de la Ligue des Etats arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies, à qui le Conseil a adressé une invitation en vertu de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. MAKSOUD (Ligue des Etats arabes) (interprétation de l'arabe) :

Monsieur le Président, je me sens fier de vous voir présider le Conseil de sécurité en ce mois de mai. L'Algérie, pays arabe militant, a en effet toujours été au premier rang des défenseurs des droits des peuples. Je suis personnellement fier et heureux de vous voir présider le Conseil, étant donné votre sagesse et votre attachement à la cause des pays du tiers monde et notamment à celle des peuples palestinien et libanais.

(L'orateur poursuit en anglais)

Une fois encore le Conseil de sécurité est appelé à traiter d'un autre aspect du penchant d'Israël à l'agression, l'invasion et l'élimination. Une fois encore, le Liban, un des Membres fondateurs des Nations Unies et un des membres fondateurs de la Ligue des Etats arabes, a été l'objet d'une incursion agressive qui souligne la poursuite par Israël de son objectif expansionniste.

Nous avons entendu non seulement M. Rabin mais aussi le Premier Ministre Shamir dire que cette dernière incursion était une opération de routine. Que signifie cette routine des agressions israéliennes au Liban? Qu'implique-t-elle? Signifie-t-elle que le Liban doit s'attendre à de nouvelles incursions? Signifie-t-elle que la fréquence des incursions est une réalité à laquelle doit s'habituer le Liban? Signifie-t-elle que la prétendue zone de sécurité - créée en violation flagrante de la souveraineté du Liban - sera intégrée à Israël en tant que zone de sécurité d'Israël, pour garder aussi le rôle du Gouvernement central du Liban en suspens au Sud-Liban? Le général Shamron a déclaré que l'incursion meurtrière avait pour but de "rendre la zone de sécurité plus sûre".

Répondant hier au représentant de la Syrie, le représentant d'Israël a eu le front de se plaindre de ce qu'il a appelé une calomnie proférée contre Israël, parlant même d'une calomnie antisémite. Il a cité l'Ambassadeur de la République arabe syrienne disant qu'il avait parlé d'une "politique expansionniste" et ajouté :

"Je suis choqué de voir qu'aucun des membres du Conseil n'a jugé bon de répondre à cette calomnie...". (S/PV.2813, p. 56)

De quelle calomnie voulait-il parler? Il se référait à une déclaration de l'Ambassadeur de la Syrie qui a déclaré :

(L'orateur cite en arabe)

"Ce n'est un mystère pour personne que l'objectif de cette répression était à l'époque le même que celui de l'agression d'aujourd'hui : créer un état de psychose qui oblige les habitants du Sud-Liban à abandonner leurs terres et leurs biens afin de vider la région de ses habitants en vue de son annexion, dans le cadre de la politique d'expansion mise en place par les congrès sionistes mondiaux...". (S/PV.2811, p. 28/30)

(L'orateur reprend en anglais)

Où est donc cette déclaration antisémite? Ou est-ce à dire que le représentant d'Israël ainsi que d'autres veulent interpréter, par le biais d'une force de terrorisme politique et intellectuel, tout désaccord sur leur politique

M. Maksoud

officielle, de toute mise en cause de leurs desseins agressifs, de toute critique de leurs mesures oppressives, de toute référence à leurs congrès sionistes connus, comme antisémites dans le but d'empêcher toute forme de critique ou de condamnation ou toute attitude sceptique quant à leurs idées et politiques?

Ce n'est qu'un exemple des tentatives faites par Israël et ses représentants pour harceler la communauté internationale et l'empêcher de condamner ses actes. Il est regrettable qu'il déclare qu'Israël est, comme tout autre Membre des Nations Unis, attaché à la sécurité et à l'intégrité territoriale.

Nous mettons Israël au défi d'indiquer à la communauté internationale quels sont les territoires sur lesquels il revendique le droit d'exercer sa souveraineté. Où se trouvent les frontières qui selon lui doivent être définitives et dignes d'être défendues? Jusqu'où Israël s'étend-il? La communauté internationale doit connaître les paramètres de ses frontières. Toutes ces questions restent sans réponse parce qu'Israël est le seul Etat au monde qui ne révèle pas le tracé de ses frontières. Où sont ses frontières? Quel est le territoire sur lequel il revendique sa souveraineté? Israël à cet égard est un Etat en état de devenir et par conséquent toute tentative de démêler les preuves établies de ses objectifs expansionnistes serait clairement dénoncée comme antisémite. Je suis sûr - les faits l'ont prouvé - que les membres du Conseil de sécurité refuseront de subir cette forme de terrorisme intellectuel et politique.

Le représentant d'Israël prétend que la zone de sécurité dans le Sud-Liban doit être maintenue pour la simple raison que le Gouvernement central du Liban ne peut y exercer son autorité. Ne serait-ce les conséquences tragiques du maintien par Israël de cette zone de sécurité, cette prétention passerait dans l'histoire pour une plaisanterie. Qui depuis 1978 empêche le Gouvernement central du Liban, l'autorité légitime du Liban et l'armée nationale du Liban de s'étendre au sud-Liban pour interdire au Gouvernement libanais d'assumer ses responsabilités jusqu'aux frontières du Liban? Qui depuis 1978 empiète sur le Liban grâce à un mécanisme d'invasion et prétend devant le monde qu'il s'est retiré alors qu'il a lancé un défi manifeste aux autorités centrales du Liban en usant de moyens militaires, logistiques et financiers pour appuyer un groupe de mercenaires, guidé, organisé et déployé par les forces israéliennes?

Depuis 1978, l'armée nationale libanaise est incapable d'agir et on a même délibérément empêché la FINUL de se déployer en tant que symbole et mécanisme

M. Maksoud

pour permettre que s'exerce la souveraineté libanaise. Le Conseil de sécurité a adopté les résolutions 425 (1978) et 426 (1978), pour permettre à l'autorité légitime du Liban, avec l'aide des Nations Unies, de s'étendre jusqu'aux frontières du Liban. Qui fait qu'il est très difficile pour le Gouvernement libanais et difficile, voire impossible, pour la Force des Nations Unies au Sud-Liban d'exercer leur pleine autorité? Qui fait qu'il est impossible pour le Liban d'exercer son autorité au Sud-Liban?

M. Maksoud

Par conséquent, lorsque les Israéliens prétendent qu'ils doivent maintenir une soi-disant - zone de sécurité - au Sud-Liban en raison de l'absence d'autorité dans ce pays, nous répondons sans équivoque qu'il faut laisser les autorités nationales et l'armée nationale libanaise, avec l'aide de la FINUL, se déployer au Sud-Liban, et que le Gouvernement central du Liban pourra alors exercer toute son autorité et sa souveraineté. C'est Israël qui est directement responsable de la paralysie de la FINUL et qui empêche le Gouvernement central du Liban d'exercer son autorité au Sud-Liban.

Par conséquent, il est facile de conclure, de cet acte de mépris et de ce défi d'Israël, que son immixtion persistante dans la politique libanaise, illustrée encore une fois par sa dernière incursion dans la Bekaa et dans le sud vise à harceler les Libanais et à les empêcher d'exercer leur souveraineté à l'intérieur de la prétendue zone de sécurité.

Par leur intervention au Sud-Liban, les mercenaires israéliens ont de toute évidence lancé un défi aux institutions libanaises, notamment à l'armée libanaise. Il s'agit là non seulement d'une insulte à la communauté internationale, mais aussi d'un effort délibéré de déstabilisation de la politique libanaise.

Les Etats Membres des Nations Unies prétendent vouloir l'unité nationale du Liban et réaffirment leur attachement à son intégrité et à sa souveraineté; par conséquent, il leur appartient de faire tout leur possible, sur le plan moral et diplomatique, et même en recourant à des mesures dissuasives telles que les sanctions, pour obliger les Israéliens à respecter la volonté internationale telle qu'exprimée dans les différentes résolutions du Conseil de sécurité relatives au Sud-Liban.

Depuis six mois maintenant, le soulèvement dans les territoires palestiniens occupés a eu pour résultat ce que de nombreux experts et analystes affirment être la démoralisation des forces d'occupation israéliennes sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza. Les mesures de répression, les brutalités bien connues, dûment prouvées, ont démontré que l'armée israélienne était démoralisée. Un phénomène de désobéissance civile et de résistance non violente a, comme je l'ai dit tout à l'heure, fait ressortir ce qu'il y a de mieux dans les valeurs et les traditions juives et suscité l'indignation de bien des communautés juives dans le monde, devant la brutalité de l'occupation israélienne; mais il a aussi fait ressortir ce qu'il y a de pire dans les autorités d'Israël. L'un des pires aspects



M. Maksoud

de leur comportement n'est pas seulement la brutalité exercée par les Israéliens dans les territoires occupés, mais leur idée qu'ils peuvent transformer le Sud-Liban et la Bekaa en dépotoir de leurs frustrations. De manière à détourner l'attention du soulèvement, à remonter le moral des forces israéliennes, Israël a assassiné Abou Jihad en Tunisie, et a procédé à sa dernière incursion au Liban, comme si le peuple libanais et la quarantaine de Libanais qui ont été tués devaient être les victimes expiatoires du rétablissement du moral d'Israël, comme si le débat interne de l'entité politique sioniste pouvait être extrapolé au moyen d'une attaque ou d'une agression, parce que les gens en place en Israël ne peuvent faire face à la démoralisation que le soulèvement a créée parmi les autorités israéliennes.

C'est pourquoi nous pensons - peut être est-ce trop demander - que le Conseil de sécurité doit défendre ses propres décisions et résolutions. En effet, les actes de défi renouvelés commis contre le Liban, et contre sa souveraineté et son intégrité territoriale, exigent des Nations Unies une réponse car le Liban attend de la part de l'Organisation des Nations Unies qu'elle le défende.

Si on permet à Israël de perpétuer la tragédie qu'infligent aux Libanais ses menaces incessantes, on laisse le Liban vivre cette tragédie étant donné la menace constante à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et au peuple du Liban, la confiance en les Nations Unies, qui fait la force et la vitalité de l'Organisation, risque d'être sapée.

Le Liban, petit pays avec une longue histoire, Membre fondateur des Nations Unies, a prouvé au monde entier que, lorsqu'il s'agit du droit international, être grand ou petit ne signifie rien. Il a aussi prouvé que ce qui compte, c'est la grandeur morale; en effet, ce qui fait la différence entre une grande puissance et un grand pays, c'est la sagesse, le courage et l'indépendance d'esprit dont on fait preuve quand il semble y avoir controverse interne.

C'est pourquoi, à notre avis, cette dernière incursion au Liban est particulièrement importante. On nous a dit que peut être le Liban ne devrait pas recourir au Conseil de sécurité maintenant. Mais, comme l'a déclaré l'Ambassadeur Fakhoury, le Liban n'a pas décidé du moment où il allait être attaqué. Les conseils donnés au Liban sur le moment propice devraient plutôt être adressés à Israël, avec ordre de cesser ses incursions et ses agressions.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Je remercie l'Ambassadeur Maksoud des aimables paroles qu'il a eues à mon égard et à l'égard de mon pays.  
(L'orateur poursuit en français)

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de l'Algérie.

Le 2 mai dernier, les forces d'invasion israéliennes terrestres, navales et aériennes lançaient une nouvelle agression contre la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban.

L'importance des troupes et des armements engagés et leur déploiement sur une grande superficie du territoire libanais désignent cette opération comme une véritable invasion dont l'extrême gravité ne saurait échapper à l'attention du Conseil.

La férocité des combats, le grand nombre de victimes et l'importance des dégâts matériels et des destructions causés notamment dans le village de Maidoun, renvoient inévitablement aux invasions antérieures de 1978 et de 1982.

Ainsi les dirigeants israéliens ont-ils offert le Liban déstabilisé, exposé à toutes les atteintes israéliennes comme un dérivatif à la frustration de leurs troupes en mal de pacification et au moral sérieusement ébranlé par la capacité de résistance du peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie.

C'est que cette nouvelle guerre d'agression imposée au peuple libanais ne saurait en effet être dissociée de celle menée par les forces de répression contre le peuple palestinien à l'intérieur des territoires occupés. Elle en est, en fait, le prolongement, le régime sioniste trahissant encore une fois sa vocation à chercher dans l'agression extérieure, comme hier contre la Tunisie, une satisfaction militaire immédiate, aux difficultés qu'il éprouve à l'intérieur même des territoires dont il prépare activement l'annexion. L'agression contre le Liban se révèle ainsi entièrement pour ce qu'elle est : un exutoire à la faillite de la politique dite de "la main de fer" dans les territoires occupés. L'on peut, par ailleurs, ajouter que si les forces d'invasion sionistes se sont hâtées de se retirer du Liban, c'est seulement pour cette raison que les faits sont encore récents de la défaite que lui ont infligée les forces de la résistance nationale libanaise lors de l'invasion du Liban en 1982.

Au Liban comme dans les territoires arabes occupés, ce qui frappe les observateurs les plus impartiaux, en même temps que le caractère dérisoire des

Le Président

moyens de l'opprimé face à l'extraordinaire appareil répressif de l'opresseur et de l'envahisseur, c'est la présence de cette détermination inaltérable de survivre à toutes les entreprises israéliennes de liquidation ou de démembrement nationaux.

Ce qui anime les Libanais, c'est l'irrésistible volonté de voir leur Etat survivre dans son intégrité et sa souveraineté quand les Palestiniens sont eux portés par l'irrépressible aspiration de voir leur nation revivre libre et indépendante.

Le sionisme célèbre cette année 40 ans de faits accomplis. Mais les feux d'artifice ne peuvent prétendre occulter l'usurpation quand, au même moment, les jets de pierres sont autant de rejets de l'occupation et de refus de la spoliation.

L'histoire d'un peuple ne se juge ni ne se jauge à vue humaine. Quarante ans, c'est beaucoup comparé à l'espérance de vie des Palestiniens résolus à combattre l'occupation, mais c'est bien peu à l'échelle de l'histoire d'un peuple déterminé à poursuivre son oeuvre de reconquête de tous ses droits.

Dès lors, si nous sommes convaincus que le Liban survivra aux tentatives de désintégration suscitées et encouragées par l'envahisseur et que son unité en sortira renforcée, nous sommes également persuadés, et je le dis avec ma conviction de représentant d'un pays, d'un peuple dont la résistance s'est étendue sur 132 ans avant de retrouver sa liberté, que la lutte pour la liberté, la dignité et l'indépendance nationale du peuple palestinien finira par triompher.

Les dirigeants israéliens ne peuvent en effet espérer résoudre la question palestinienne en ensevelissant parfois littéralement les Palestiniens sous les décombres de leurs foyers rasés au bulldozer comme à Baïta, ni désintégrer la volonté souveraine du Liban comme lors du pilonnage de Maïdoun.

De cette conviction, la communauté internationale s'est également fait largement l'écho, notamment par les nombreuses résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale relatives au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Liban et au droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple palestinien.

Aujourd'hui encore, c'est unanimement que la communauté internationale réprouve la dernière invasion du Liban.

En saisissant le Conseil, le Liban souverain attend de cet organe qu'il fasse écho à la réprobation internationale, conformément aux responsabilités que lui confère la Charte, et qu'il flétrisse l'agression assumée du reste avec arrogance et cynisme.

Le Président

Il ne peut, dès lors, que condamner avec vigueur la récente invasion du Liban par les forces israéliennes et exiger de celles-ci qu'elles se retirent immédiatement et totalement du territoire libanais et cessent de violer la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban et la sécurité de ses populations civiles.

Ce conseil ne peut que réaffirmer, une fois de plus, son ferme attachement au strict respect de la souveraineté du Liban, son indépendance, son unité et son intégrité territoriale à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

Toute hésitation de la part du Conseil de sécurité et, a fortiori, son inaction ne peuvent manquer d'être interprétées par les dirigeants israéliens comme un encouragement à leur politique d'agression et de fait accompli, et auraient ainsi les conséquences les plus dommageables autant pour la paix et la sécurité internationales que pour l'autorité de ce conseil qui a la charge de leur maintien.

Je reprends maintenant mes fonctions de président du Conseil de sécurité.

(L'orateur poursuit en arabe)

Le représentant de la République arabe syrienne a demandé la parole. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. AL-MASRI (République arabe syrienne) (interprétation de l'arabe) : Je n'avais pas l'intention de prolonger cette réunion en répondant à une déclaration sans le moindre intérêt, autrement dit à celle où, hier, le représentant d'Israël s'est appesanti sur certains des faits avancés dans ma propre déclaration. Néanmoins, je me vois obligé de réaffirmer ces faits au Conseil.

Si, comme d'aucuns se le demandent, le Conseil n'est pas l'instance appropriée pour exposer et entendre la vérité, à quoi sert-il donc? Serait-ce l'instance pour entendre les mensonges des représentants israéliens, et assister à leurs manœuvres par lesquelles ils cherchent à détourner l'attention de l'opinion publique internationale de ce qui se passe réellement dans les territoires occupés et dans le Sud-Liban ou encore de ce qu'est la véritable nature de la politique colonialiste et expansionniste menée par Israël?

Le Conseil doit jouer le rôle que lui confère la Charte des Nations Unies, Charte que mon pays a eu l'honneur de signer puisqu'il est l'un des Membres fondateurs de l'Organisation mondiale dont on attend qu'elle s'oppose vigoureusement et courageusement aux régimes agressifs et racistes comme le régime colonialiste et sioniste de Tel-Aviv et le régime raciste de Pretoria.

M. Al-Masri (Rép. arabe syrienne)

Cette organisation est censée prendre des mesures de nature à mettre un terme à leur politique brutale à l'encontre des peuples de Palestine, d'Afrique australe et d'autres territoires arabes occupés.

Dans ma déclaration, j'ai dit très clairement qu'Israël est l'outil permettant d'appliquer les politiques expansionnistes mises au point par les congrès sionistes mondiaux qui existent depuis la fin du siècle dernier et qui ont prévu la colonisation de la Palestine et l'expansion aux dépens des terres arabes dans la région afin d'établir ce qu'on a appelé le Grand Israël. Il s'agit là d'un fait historique incontestable. Si le représentant israélien a qualifié ce fait comme étant une affirmation antisémite, cela signifie qu'il pratique un terrorisme intellectuel au sein du Conseil, caractérisant toute parole de vérité comme étant une affirmation antisémite. Le représentant d'Israël a peut-être oublié ou feint d'oublier les plans établis par les organisations sionistes qui portent sur le Grand Israël. Il a peut-être oublié la Charte préparée lors du Congrès sioniste mondial à la Conférence de paix à Versailles, après la première guerre mondiale. Il a peut-être oublié ou feint d'oublier ou souhaité que les membres du Conseil oublient la phrase gravée sur le frontispice de la Knesset en Israël et qui se lit comme suit : "de l'Euphrate au Nil, c'est là votre pays, peuple d'Israël".

Comme vous le savez l'Euphrate se trouve en Syrie du Nord et le Nil traverse l'Egypte arabe, ce qui veut dire que les rêves expansionnistes d'Israël traduisent ceux du sionisme mondial d'un Grand Israël qui s'étendrait de l'Euphrate au Nil. Il ne s'agit pas là d'une déclaration antisémite, et si le représentant d'Israël estime que c'est là une affirmation antisémite, le sionisme mondial est donc antisémite. Nous autres Arabes, et sémites, nous nous opposons au sionisme mondial parce que c'est un mouvement mondial qui est antisémite. Nous faisons une distinction entre le judaïsme en tant que religion qui a ses valeurs civilisées et un long passé, d'une part, et le mouvement sioniste qui est un mouvement antisémite, de l'autre, car il repose sur l'agression, sur les colonies de peuplement et sur des doctrines racistes. Par conséquent nous sommes antisionistes et nous faisons une distinction entre le sionisme et le judaïsme, qui fait partie de notre patrimoine. Le christianisme fait également partie de notre patrimoine tout comme l'Islam.

Le représentant d'Israël craint les termes "politique expansionniste d'Israël". J'aimerais poser une question aux membres du Conseil : que signifie l'annexion des hauteurs du Golan arabe syrien? N'est-ce pas le propre d'une

M. Al-Masri (Rép. arabe syrienne)

politique expansionniste? Que signifie l'établissement d'une "zone de sécurité" au Sud-Liban? Ne s'agit-il pas là d'une politique expansionniste? Que signifie l'occupation de la Rive occidentale et de la bande de Gaza et le refus de les rendre? Cela ne relève-t-il pas d'une politique expansionniste? Que signifie l'occupation de la zone démilitarisée établie par l'armistice de 1949? Cela ne fait-il pas partie d'une politique d'expansion? Israël a mené toutes ses opérations sous couvert de garantir la sécurité du pays. Israël a établi une "zone de sécurité" au Sud-Liban afin d'assurer la sécurité d'Israël. Israël a annexé les hauteurs du Golan arabe syrien afin de garantir la sécurité du pays. Israël refuse de se retirer des territoires arabes et palestiniens occupés afin de garantir la sécurité d'Israël. J'aimerais maintenant poser une question : que signifie la doctrine de sécurité aux yeux d'Israël? Comme le prouvent les pratiques israéliennes dans la région, cela signifie très clairement une doctrine expansionniste.

Cela nous rappelle très clairement, et sans déformer les faits historiques, que sous tous ses aspects cette doctrine équivaut à la doctrine nazie de l'espace vital. L'Allemagne nazie avait occupé l'Autriche, la Pologne et plusieurs autres pays d'Europe où précisément cette doctrine n'était qu'un prétexte pour procéder à une occupation et à une expansion. Maintenant le sionisme mondial évoque la doctrine de la sécurité d'Israël. Israël s'étend au-delà de ses frontières et occupe des pays afin d'assurer sa sécurité. Personne n'est dupe des mensonges et des déformations des faits et de l'histoire auxquels les représentants d'Israël ont habituellement recours devant le Conseil et d'autres organes des Nations Unies. Nous espérons que les membres du Conseil prendront une position en leur âme et conscience et tiendront compte de leurs responsabilités en tant que membres de cette instance importante, chargée du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous vous demandons de prendre position contre l'agression israélienne et de prendre toutes les mesures appropriées afin d'empêcher Israël de poursuivre sur cette voie.

Le PRESIDENT : Le représentant d'Israël a demandé à prendre la parole. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil. Je donne la parole au représentant d'Israël.

M. BEIN (Israël) (interprétation de l'anglais) : J'ai écouté avec beaucoup d'attention les accusations lancées au Conseil, accusations qui sont acceptées même lorsqu'elles sont fallacieuses. Ce que je ne suis pas prêt à accepter, ce sont les mensonges.

L'Ambassadeur de la Syrie est sans doute très au courant de la terminologie nazie, à laquelle il a eu recours il y a quelques instants, et tout le monde sait qui recourt à l'idéologie du Lebensraum. Le rêve d'une Grande Syrie n'est pas un rêve israélien; les 35 000 soldats en place au Liban ne sont pas israéliens mais syriens.

Ce que je désire souligner, c'est l'accusation portée par deux représentants selon laquelle j'aurais - apparemment sans fondement - accusé l'Ambassadeur de la Syrie d'employer une terminologie antisémite. J'ai sous les yeux le document S/PV.2811 dont je vais citer le passage suivant de la déclaration de l'Ambassadeur de la Syrie :

"... l'objectif [est] de créer un état de psychose qui oblige les habitants du Sud-Liban à abandonner leurs terres et leurs biens afin de vider la région de ses habitants en vue de son annexion, dans le cadre de la politique d'expansion mise en place par les congrès sionistes mondiaux dont l'agent d'exécution est Israël." (S/PV.2811, p. 28/30)

Ce n'est pas la première fois que cela se produit ici; cela s'est également produit à l'Assemblée générale : certains représentants s'efforcent de mélanger les termes "sioniste" et "juif". Il s'agit clairement en l'occurrence d'une tendance antisémite et d'une déclaration diffamatoire et antisémite lorsque le Congrès juif est accusé de "politique d'expansion ... dont l'agent d'exécution est Israël".

J'ai dit hier que j'étais profondément surpris qu'aucun des membres du Conseil de sécurité n'ait réagi à cette calomnie antisémite et qu'il était tout à fait clair que de telles idées provenaient de la Syrie étant donné qu'Alois Brunner, nazi des plus notoires, vit et réside actuellement en Syrie, où il bénéficie de l'immunité étatique.

Le PRESIDENT : Je crois comprendre que le Conseil est prêt à voter sur le projet de résolution dont il est saisi. Si je n'entends pas d'objections, je vais maintenant mettre le projet de résolution aux voix.

Puisqu'il n'y a pas d'objection, il en est ainsi décidé.

Je vais d'abord donner la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration avant le vote.

M. BIRCH (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, c'est un plaisir de vous voir à la présidence et de savoir que les travaux du Conseil sont en bonnes mains. Nous nous réjouissons à la perspective de travailler avec vous.

Je voudrais aussi remercier votre prédécesseur, le Représentant permanent de la Zambie, qui nous a dirigés avec sa compétence et sa bonne humeur habituelles tout au long du mois d'avril.

Ma délégation a écouté avec attention les déclarations qui ont été faites au cours du débat et notamment celles du Représentant du Liban et du Représentant permanent par intérim d'Israël. J'attire l'attention du Conseil sur la déclaration faite à ce sujet le 6 mai par la présidence de la Communauté européenne au nom des 12 membres.

Le récit que nous avons entendu ne nous est hélas que trop familier. L'histoire des interventions destructrices et de l'occupation d'une partie du territoire libanais par les forces israéliennes remonte maintenant à 10 ans. Durant ce temps, on a également été témoin d'attaques armées montées depuis le territoire libanais contre Israël. Le Conseil, étant donné sa responsabilité dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, ne peut les ignorer. Ces deux formes d'attaque sont aussi inacceptables l'une que l'autre; toutes deux sapent la stabilité de la région; toutes deux rendent plus difficile encore l'instauration de la paix et de la sécurité à laquelle Israël, aussi bien que le Liban, est en droit de s'attendre. Mais l'acte récemment commis par Israël ne constitue pas seulement une violation de la souveraineté libanaise mais une réaction exagérée. Loin d'apporter une solution au problème que nous reconnaissons tous, il en rend la solution encore plus difficile. Nous prions à nouveau instamment Israël de se retirer complètement du Sud-Liban et de permettre à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) de déployer ses troupes jusqu'à la frontière internationalement reconnue, conformément à la résolution 425 (1978) du Conseil de sécurité.

La destruction de maisons et le déplacement de civils au Liban et dans les territoires occupés n'est pas la marche à suivre. Le tort porté par Israël à sa propre cause est évident : ses efforts pour tenter de s'assurer à court terme une plus grande sécurité vont à l'encontre de la nécessité, pour lui comme pour ses voisins, d'une sécurité et d'une stabilité plus grandes à long terme pour l'ensemble de la région.



M. Birch (Royaume-Uni)

Comme nous l'avons clairement fait comprendre à ses auteurs, le projet de résolution dont le Conseil est saisi répondrait plus efficacement aux exigences de la situation si - à l'instar de la résolution 509 (1982) - il comprenait un appel en faveur de l'arrêt de toutes les activités militaires à travers la frontière libano-israélienne. Mais étant donné, une fois de plus, la brutalité des actes israéliens et leurs conséquences désastreuses, ma délégation votera pour le projet de résolution.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Royaume-Uni des aimables paroles qu'il m'a adressées.

Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution publié sous la cote S/19868.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour : Algérie, Argentine, Brésil, Chine, France, Allemagne, République fédérale d', Italie, Japon, Népal, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Yougoslavie, Zambie.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique.

Le PRESIDENT : Le résultat du vote est le suivant : 14 voix pour, une voix contre. Le projet de résolution n'est pas adopté par suite du vote négatif d'un membre permanent du Conseil.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration après le vote.

M. WALTERS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, ma délégation se réjouit de vous voir présider nos délibérations. Mon pays entretient d'excellentes relations avec l'Algérie. Nous connaissons votre vaste expérience des affaires des Nations Unies et apprécions vos talents de diplomate, votre courtoisie et votre bonne humeur.

Nous désirons également saisir cette occasion pour exprimer notre profonde gratitude à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Zuse, de la Zambie, qui a dirigé le Conseil avec fermeté tout au long d'un mois très chargé.

Les Etats-Unis ont voté aujourd'hui contre le projet de résolution sur le Sud-Liban. Comme nous l'avons déjà expliqué en de semblables occasions, nous estimons que le Conseil de sécurité ne devrait pas discuter des problèmes du Sud-Liban dans des résolutions qui ne reconnaissent pas les attaques et les représailles provenant des deux côtés de la frontière libano-israélienne.

M. Walters (Etats-Unis)

Les Etats-Unis appuient fermement l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité du Liban. Nous avons demandé publiquement et à plusieurs reprises le retrait de toutes les troupes étrangères du Liban et l'extension de l'autorité du gouvernement central à tout le pays. Cela demeure notre position. Nous sommes profondément préoccupés par les lourdes pertes humaines et matérielles subies récemment, le déplacement d'individus, les bombardements à travers la frontière et les autres activités menées d'un côté comme de l'autre.

M. Walters (Etats-Unis)

La triste vérité est que, tant que les éléments extrémistes armés utiliseront le sud du Liban pour monter des attaques terroristes contre Israël, la frontière entre Israël et le Liban ne pourra être sûre. Tous ceux qui fournissent des fonds et des armes à des milices et à d'autres groupes qui agissent dans le sud du Liban, tout en ne reconnaissant pas l'autorité du Gouvernement libanais central, doivent partager la responsabilité de l'instabilité qui règne dans la région.

Les Etats-Unis savent que des éléments palestiniens armés, appuyés par le Hezbollah et d'autres groupes, ont essayé à plusieurs reprises au cours des quatre derniers mois d'entrer dans Israël depuis le Liban pour perpétrer des actes de violence. Nous ne pouvons donc accepter un projet de résolution qui ne reconnait pas le fait bien connu que les actes hostiles contre Israël sont perpétrés depuis le Liban.

Mon gouvernement réaffirme son attachement à la résolution 425 (1978) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Nous déplorons profondément les pertes absurdes en vies humaines et les actes fréquents de terrorisme qui compromettent la vie aussi bien de ceux qui vivent d'un côté de la frontière israélo-libanaise que de ceux qui vivent de l'autre et qui, les uns comme les autres, veulent vivre dans la paix. Nous sommes disposés à travailler avec toutes les parties en vue de rétablir la paix et la sécurité tant au Liban qu'en Israël. Nous continuons de croire qu'il faut parvenir à conclure des arrangements de sécurité pour assurer la stabilité et la sécurité dans cette région.

Enfin, ma délégation se doit de commenter l'attaque absurde lancée par un orateur ce matin, à savoir que les préoccupations de mon gouvernement pour le bien-être de ses citoyens à l'étranger constitueraient une menace pour les autres. Je rappellerai qu'ici même, en octobre 1985, un représentant de ce même groupe avait manifesté un mépris total pour la sécurité d'un citoyen américain, M. Leon Klinghoffer, qui avait été brutalement tué à bord de l'Achille Lauro. On sait maintenant qui a tué M. Klinghoffer, et il est donc normal que, lorsque des représentants de ce groupe prennent la parole ici, la sécurité d'autres citoyens américains nous préoccupe.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant des Etats-Unis des paroles aimables qu'il m'a adressées.

(Le Président poursuit en arabe)

Le représentant du Liban a demandé la parole, et je la lui donne.

M. FAKHOURY (Liban) (interprétation de l'arabe) : Il est regrettable que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure d'adopter un projet de résolution, qui condamnait l'invasion israélienne du sud du Liban et de la Bekaa occidentale, en raison de l'opposition des Etats-Unis d'Amérique, cette grande puissance qui s'efforce à l'heure actuelle de parvenir à une solution globale de la crise au Moyen-Orient. Cette position des Etats-Unis s'exprime alors même qu'un débat est en cours entre les modérés et les extrémistes en Israël. Les extrémistes pourraient considérer qu'il s'agit là d'un encouragement à leur égard et qu'ils peuvent poursuivre leur politique d'agression contre le Liban et continuer d'appliquer leur nouvelle théorie, selon laquelle ils doivent protéger la "zone de sécurité" établie par Israël afin de protéger la sécurité de ses régions septentrionales. D'une théorie à l'autre et d'une doctrine à l'autre, Israël continue d'envahir et de poursuivre ses pratiques sans que rien ne le dissuade de le faire.

Israël pourrait aussi considérer que la position américaine constitue un encouragement à l'égard de la politique d'ingérence dans les affaires intérieures du Liban. Le Liban craint que les récentes attaques israéliennes contre le sud du Liban ne relèvent de cette politique. Si cela était vrai, cela serait extrêmement grave, car les élections présidentielles auront lieu au Liban dans trois mois. Israël s'est déjà ingéré dans les affaires intérieures du Liban. Il a envahi le Liban et occupé sa capitale en 1982, juste avant les élections présidentielles de cette année-là.

La délégation libanaise ne peut que vous remercier, Monsieur le Président, et remercier les membres du Conseil qui ont voté pour le projet de résolution. Devons-nous nous demander si tous ces représentants se trompent et si la seule voix contraire, celle des Etats-Unis, est la bonne? Je pense que cette question ne mérite pas de réponse. Quoi qu'il en soit, les Etats-Unis d'Amérique portent la responsabilité de la non-adoption de ce projet de résolution face au Conseil, face à l'opinion publique libanaise et face à tous les Etats du fait, en particulier, qu'Israël n'a même pas attendu que le Conseil vote sur ce projet de résolution, comme s'il avait su, à l'avance, quel en serait le résultat.

A 14 heures, heure locale au Liban, Israël a bombardé le village de Kabriha à l'aide de missiles lancés par des hélicoptères de combat Cobra. Cette agglomération se trouve en dehors de la zone dite "de sécurité". Nous n'avons pas

M. Pakhoury (Liban)

encore de renseignements sur les pertes en vies humaines et sur les dommages matériels occasionnés par cette attaque. C'est là un exemple de plus de cette série d'agressions israéliennes contre le Liban. C'est une fois de plus la preuve manifeste qu'Israël fait fi non seulement des résolutions du Conseil de sécurité, de la Charte des Nations Unies et du droit international, mais aussi de son mépris pour le Conseil et pour ses débats. Il s'agit là d'une politique qui prône l'agression pour l'agression.

Les membres du Conseil et les orateurs qui sont intervenus aux séances précédentes m'évitent d'avoir à répondre à la déclaration du représentant d'Israël puisque, dans leurs interventions, ils ont réfuté les prétextes et les prétentions répétés en toutes occasions par les représentants d'Israël. Ils ont aussi exprimé leur appui au Liban et leur solidarité avec son gouvernement et son peuple. Je vous remercie, Monsieur le Président, et je les remercie.

Le PRESIDENT : Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé, au stade actuel, l'examen de la question inscrite à l'ordre du jour.

La séance est levée à 13 heures.